

N'oubliez pas
de réclamer votre
prochain
LIBERTAIRE
qui paraîtra
VENDREDI 24 JUIN

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

Nous voulons une amnistie totale

POLITIQUE DE GAUCHE

VOICI quinze jours à peine que le gouvernement Herriot est au pouvoir... Quels espoirs n'avait-il pas suscités ! Et voilà que déjà ses partisans les plus déterminés se regardent étonnés. — Eh quoi ! C'est donc cela la politique de gauche ? On s'attendait à du nouveau. Après avoir vomi Tardieu-Robert Macaire et sa bande, le pays allait connaître une autre politique, résolument démocratique et sociale, résolument pacifique et internationale. Or, c'est tout autre chose qui arrive, quelque chose qui n'est certes pas du goût de l'électeur, pourtant bon bougre ; le voilà qui, à présent, fait la grimace... Décidément, on l'a roulé une fois de plus.

Ce n'est pas ici que nous nous en étounerons. Nous avons toujours mis l'électeur en garde contre le mirage d'un gouvernement de gauche. Nous avons soutenu constamment, et particulièrement durant cette dernière campagne électorale, que les hommes au pouvoir — qu'ils fussent — auraient à faire face aux mêmes difficultés nées de la crise que le régime capitaliste subit actuellement et que, pour y remédier, ils auraient recours, à quelques nuances près, à des solutions semblables dans leur fond.

Or, qu'a fait le présent gouvernement ? Quelles ont été ses initiatives ? Quels sont ses projets en politique intérieure et extérieure ? A peine lue la déclaration ministérielle, le ministre des Finances a fait connaître, dans une communication publiée dans toute la presse, les moyens par lesquels il allait remédier au déficit budgétaire. Or ces moyens, si l'on écartere les réductions à opérer sur le budget de la guerre, réductions conditionnées par le succès de la conférence du Désarmement, ces moyens tiennent en deux points : réduction des traitements et salaires des fonctionnaires et augmentation des impôts.

Point n'est besoin d'ajouter que le gouvernement a remis à des temps meilleurs la réalisation de l'assurance-chômage qui figurait pourtant au programme radical. Pour le moment, en effet, il ne fait pas d'engager de nouvelles dépenses de trouver les lits ou neuf millions qui manquent au budget. Probablement si l'on songe à la situation critique du commerce et surtout de l'industrie.

marasme général des affaires qui suit de grosses moins-values imposées. que contre les traitements des marais est une décision particulièrement caractéristique de la volonté du régime. La Fédération Autonome des fonctionnaires rappelle justement une précédente déclaration d'Herriot où on disait : « le péril financier ne doit pas empêcher d'être juste envers les fonctionnaires. Mais, en vérité, il s'agit bien d'être juste quand la faillite vous guette et que la matière impossible se dérobe. — Donnez-moi, peut dire Herriot, des moyens d'équilibrer mon budget et je laisse leurs traitements aux fonctionnaires. Ce qu'il ne dit pas, c'est que la réduction des traitements est impérieusement réclamée par les puissants patrons du nouveau gouvernement, les maîtres de l'industrie, du commerce et de la finance, que c'est une des conditions essentielles du soutien où, si l'on veut, du « préjugé favorable » dont ils le font bénéficier pour le moment. Au reste Herriot l'a avoué implicitement. A une délégation de syndicats de fonctionnaires venus pour réclamer des apaisements, n'a-t-il pas répondu qu'il ne pouvait faire aucune promesse mais qu'il s'efforcerait de répartir équitablement le supplément nouveau de charges budgétaires. Et comme on lui faisait observer les risques parlementaires que son Cabinet pourrait courir... c'est fort possible, ajoute-t-il, mais je ne veux pas voir l'expérience de 1925 se renouveler, ce qui signifie en termes clairs : je ne veux pas voir se renouveler contre moi l'opposition financière qui m'a, une fois, jeté par terre.

LASHORTES.

Le meeting du Comité de Défense sociale, qui devait avoir lieu ce soir, est supprimé.

(Voir l'article en deuxième page.)

Pour "Le Libertaire" hebdomadaire

Petit à petit, notre phalange se constitue. Sans doute, sommes-nous loin des 200 camarades que nous demandions. Mais nous ne désespérons pas de les atteindre, il est même certain que sans la crise économique, qui réduit beaucoup de nos amis au chômage partiel ou total, ce chiffre serait aujourd'hui atteint.

Ceci est la preuve de la vitalité de notre mouvement. Tous nos adversaires, les politiciens de toutes les écoles qui nous détestent, vont disparaître notre vieux "LIBERTAIRE" peuvent déchanter. Ce n'est pas encore aujourd'hui qu'ils le porteront en terre.

On pourra constater par ailleurs que les souscriptions ont légèrement augmenté dans le courant du mois passé. L'effort entrepris doit continuer et notre vaillant journal reprendra sa parution hebdomadaire.

Nous donnerons dans le prochain numéro, QUI PARAITRA VENDREDI 24 JUIN, les détails concernant une Fête Champêtre que nous organisons à Carcès, le 3 juillet, ainsi que les noms des premiers camarades qui se sont inscrits à notre phalange.

Mais au moins, dira-t-on, le nouveau ministère va sans doute innover en politique extérieure... Là encore, voyons les faits. Ils s'éclairent singulièrement à la lumière de la récente entrevue des deux premiers français et britanniques à Paris. Nous ne savons pas par le menu ce qu'ont été les délibérations de la fraction franco-anglaise, précédant la conférence de Lausanne. Elles ressemblent en tous cas à s'y méprendre aux fameux entretiens de Londres où Tardieu et Mac

UNE AMNISTIE QUI EFFACE TOUT !

Sinon à quoi bon voter une nouvelle loi dite de pardon qui n'apporterait point l'apaisement à tous ceux qui souffrent des rigueurs de la répression civile et militaire ?

Herriot ne peut amnistier au compte-gouttes comme Laval en décembre dernier ; il ne s'agit plus aujourd'hui de faire seulement illusion et de ruser avec l'opinion publique. Celle-ci veut l'amnistie et non une caricature d'amnistie !

Il faut donc ouvrir toutes grandes les portes de toutes les prisons, de tous les bagages. Il faut mettre fin au cruel exil de nombreux hommes. Il faut libérer tout le monde, car il n'est pas vrai qu'il y ait des emprisonnés indignes de la liberté, quand la liberté est laissée aux fauteurs et aux mercantis de la dernière guerre qui profitent impunément de leurs affreuses rapines et dont la plupart nous préparent la prochaine guerre.

Nous réclamons l'amnistie pleine et entière, et pour l'arracher au gouvernement et aux Chambres nous faisons appel à tous les gens de cœur et nous leur donnons rendez-vous au :

GRAND MEETING
Vendredi 24 Juin, à 20 h. 30
Salle Wagram, 39, Avenue Wagram
sous la Présidence de Georges PIOCH

PRENDRONT LA PAROLE :

François ALBERT
DÉPUTÉ
de MORO-GIAFFERRI
AVOCAT
Henry TORRÈS
DÉPUTÉ
Marc SANGNIER
DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE
Jean PIOT
DÉPUTÉ

Eugène FROT
DÉPUTÉ
Sébastien FAURE
DU COMITÉ D'AMNISTIE
Jacques KAYSER
JOURNALISTE
HUMBERT
PUBLICISTE
Gaston GUIRAUD
SECRETARIAT DE L'UNION
DES SYNDICATS CONFÉDÉRÉS

NOTA : Il sera perçu trois francs d'entrée. — Descendre : Etoile ou Terres. — Ouverture des portes à 20 heures.

A cet appel du Comité d'Amnistie et de La Ligue Internationale des Combattants de la Paix, organisateurs du meeting de Wagram, l'Union Anarchiste joint sa voix et invite tous ses adhérents, tous les lecteurs du "Libertaire", tous les sympathisants et tous les gens de cœur à venir nombreux réclamer la libération des innombrables victimes de la répression bourgeoise.

Tous à Wagram !



Au secours !

FÉDÉRATION PARISIENNE

Samedi 25 juin, à 20 heures 30
85, rue de Mademoiselle — Métro : Cambronne

GRANDE CONFÉRENCE D'INFORMATION sur la crise et les dangers de guerre

Tous les camarades de la région parisienne, vu l'importance de cette conférence, doivent prendre leurs dispositions pour y assister,

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"			
FRANCE	ETRANGER	FRANCE	ETRANGER
Un an ... 22 fr.	Un an ... 30 fr.	Six mois... 11 fr.	Six mois... 15 fr.
Six mois... 11 fr.	Six mois... 15 fr.	Trois mois... 5.50	Trois mois... 7.50
Trois mois... 5.50	Trois mois... 7.50	Chèque postal Frémont 1642-80	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté, adéquat à chaque époque.

CONTRE LA GUERRE

L'EQUIVOQUE DICTATORIALE

L'idée de dictature est aujourd'hui à la mode, nous ne le savons que trop, mais il faudrait tout de même comprendre que c'est l'idée la plus propre à creuser de profondes divisions. En effet, l'unité dictatoriale ne s'est jamais maintenue que par la terreur. Battre le rappel d'un ralliement mondial, non pas pour la défense de centaines de millions d'hommes menacés de la guerre chimique et bactériologique, mais surtout en honneur d'un régime d'absolutisme dictatorial et de servage d'Etat, nous paraît un comble d'absurdité.

Dans le dernier numéro du Libertaire, notre ami Muñoz, a dit ce qu'il pensait de cette manifestation qui, en effet, l'unité dictatoriale ne s'est jamais maintenue que par la terreur. Battre le rappel d'un ralliement mondial, non pas pour la défense de centaines de millions d'hommes menacés de la guerre chimique et bactériologique, mais surtout en honneur d'un régime d'absolutisme dictatorial et de servage d'Etat, nous paraît un comble d'absurdité.

On remarquera dans ce dernier appel, signé seulement de Romain Rolland, qu'il n'est plus du tout question de la patrie sociale.

Il ne faudrait pas en conclure que les buts primitifs de ce congrès « pacifiste » sont variés, c'est seulement simple habileté.

Voilà l'appel de Romain Rolland :

Rassemblement !

La guerre vient. La guerre vient de tous les partis. Elle menace tous les peuples. Elle peut, demain, éclater. Si elle met le feu à un coin du monde, elle ne pourra plus être localisée. En quelques semaines, en quelques jours, le feu dévorerait tout. Et ce sera la chose sans nom, le meurtre de toute la civilisation. Tout la civilisation, le monde entier est en danger.

Nous crions : Alarme ! Levez-vous, tous ! Nous faisons appel à tous les peuples, à tous les partis, à tous les hommes et toutes les femmes de l'humanité. Il nous faut agir, mais pas dans l'intérêt d'une classe, d'un parti. Tous sont en jeu. Le salut ne peut venir que de la main de tous. Que tous agissent ! Il faut faire trêve aux discussions qui nous déchirent. Unissons-nous tous contre l'ennemi commun ! Sus à la guerre ! Arrêtons-la !

Nous crions : Alarme ! Levez-vous, tous ! Nous faisons appel à tous les peuples, à tous les partis, à tous les hommes et toutes les femmes de l'humanité. Il nous faut agir, mais pas dans l'intérêt d'une classe, d'un parti. Tous sont en jeu. Le salut ne peut venir que de la main de tous. Que tous agissent ! Il faut faire trêve aux discussions qui nous déchirent. Unissons-nous tous contre l'ennemi commun ! Sus à la guerre ! Arrêtons-la !

Tout cela est parfaitement faux. L'expansion et l'oppression de l'humanité et de l'industrie sont en cours en Russie. L'industrialisation a été réalisée sur le mode capitaliste d'accumulation primitive, avec les privatisations et les souffrances qui lui sont propres ; les soviets de parti et non de classe, sans aucun pouvoir propre, ne font que recevoir et exécuter des ordres, l'intérêt général se réduit à celui de la dictature ; la répartition au moyen d'une bureaucratie est tellement peu logique que la presse bolcheviste est pleine de doléances, aussi remarquables qu'rien plus, les Romain Rolland, les Einstein, les Heinrich Mann, les Lanvin, les Signac, etc., que nous sachions, n'ont jamais été des électeurs communistes, et alors pourquoi lancer un appel où nous lisons cette phrase :

La Russie des Soviets, qui depuis quinze ans s'efforce d'établir un monde nouveau sur la communauté des travailleurs, la répartition loquace de la production, l'intérêt général, la coopération et l'abolition de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, sur des principes diamétralement opposés à l'anarchisme du système capitaliste,

Tout cela est parfaitement faux. L'expansion et l'oppression de l'humanité et de l'industrie sont en cours en Russie. L'industrialisation a été réalisée sur le mode capitaliste d'accumulation primitive, avec les privatisations et les souffrances qui lui sont propres ; les soviets de parti et non de classe, sans aucun pouvoir propre, ne font que recevoir et exécuter des ordres, l'intérêt général se réduit à celui de la dictature ; la répartition au moyen d'une bureaucratie est tellement peu logique que la presse bolcheviste est pleine de doléances, aussi remarquables qu'rien plus, les Romain Rolland, les Einstein, les Heinrich Mann, les Lanvin, les Signac, etc., que nous sachions, n'ont jamais été des électeurs communistes, et alors pourquoi lancer un appel où nous lisons cette phrase :

La Russie des Soviets, qui depuis quinze ans s'efforce d'établir un monde nouveau sur la communauté des travailleurs, la répartition loquace de la production, l'intérêt général, la coopération et l'abolition de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, sur des principes diamétralement opposés à l'anarchisme du système capitaliste,

Tout cela est parfaitement faux. L'expansion et l'oppression de l'humanité et de l'industrie sont en cours en Russie. L'industrialisation a été réalisée sur le mode capitaliste d'accumulation primitive, avec les privatisations et les souffrances qui lui sont propres ; les soviets de parti et non de classe, sans aucun pouvoir propre, ne font que recevoir et exécuter des ordres, l'intérêt général se réduit à celui de la dictature ; la répartition au moyen d'une bureaucratie est tellement peu logique que la presse bolcheviste est pleine de doléances, aussi remarquables qu'rien plus, les Romain Rolland, les Einstein, les Heinrich Mann, les Lanvin, les Signac, etc., que nous sachions, n'ont jamais été des électeurs communistes, et alors pourquoi lancer un appel où nous lisons cette phrase :

La Russie des Soviets, qui depuis quinze ans s'efforce d'établir un monde nouveau sur la communauté des travailleurs, la répartition loquace de la production, l'intérêt général, la coopération et l'abolition de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, sur des principes diamétralement opposés à l'anarchisme du système capitaliste,

Malheureusement, nous n'avons pas vu ouvrir une telle parenthèse, si une protestation humaine n'avait été réduite à une vulgaire spéculation de parti.

Chaque jour, il nous est répété que l'anarchisme irréductible des puissances impérialistes ne leur permet point de dépasser ; donc que le danger de guerre impérialiste est tellement peu logique que la presse bolcheviste est pleine de doléances, aussi remarquables qu'rien plus, les Romain Rolland, les Einstein, les Heinrich Mann, les Lanvin, les Signac, etc., que nous sachions, n'ont jamais été des électeurs communistes, et alors pourquoi lancer un appel où nous lisons cette phrase :

La Russie des Soviets, qui depuis quinze ans s'efforce d'établir un monde nouveau sur la communauté des travailleurs, la répartition loquace de la production, l'intérêt général, la coopération et l'abolition de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, sur des principes diamétralement opposés à l'anarchisme du système capitaliste,

Il est facile de comprendre que la patrie socialiste en danger peut nous conduire loin et servir admirablement à une grande boucherie mondiale, dont nous n'éprouvons pas le besoin. En effet, si les impérialismes sont irréconciliables, ils seront appelés à former au moins deux blocs, dont l'un pourra voir son intérêt dans une alliance avec la Russie, et l'autre, rempli fort mal son rôle. Enfin, sans le concours de l'anarchisme du système capitaliste le fameux plan quinquennal n'était pas même concevable ; il le prévoit d'ailleurs expressément.

À part cela, rappelons que nulle part le nombre des victimes politiques n'est plus grand qu'en Russie, que l'infirmité de ses générations n'est pas réduite, que leurs souffrances essentielles aux révoltes du régime, qui sont élevées contre les Etats bourgeois, d'autant plus qu'il s'agit pour la très grande majorité d'ouvriers et de paysans. Que l'ordre social prolétarien trouve nécessaire de se battre contre les pauvres gens, c'est que vraiment il n'est possible de les mener qu'au knout. C'est, d'ailleurs, la réponse que n'ont pas manqué de nous faire bolchevistes et bolchevistes.

CONTRE TOUTE PATRIE !

Mais là n'est pas la question et nous n'aurions pas voulu ouvrir une telle parenthèse, si une protestation humaine n'avait été réduite à une vulgaire spéculation de parti.

Chaque jour, il nous est répété que l'anarchisme irréductible des puissances impérialistes ne leur permet point de dépasser ; donc que le danger de guerre impérialiste est tellement peu logique que la presse bolcheviste est pleine de doléances, aussi remarquables qu'rien plus, les Romain Rolland, les Einstein, les Heinrich Mann, les Lanvin, les Signac, etc., que nous sachions, n'ont jamais été des électeurs communistes, et alors pourquoi lancer un appel où nous lisons cette phrase :

La Russie des Soviets, qui depuis quinze ans s'efforce d'établir un monde nouveau sur la communauté des travailleurs, la répartition loquace de la production, l'intérêt général, la coopération et l'abolition de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, sur des principes diamétralement opposés à l'anarchisme du système capitaliste,

Il est facile de comprendre que la patrie socialiste en danger peut nous conduire loin et servir admirablement à une grande boucherie mondiale, dont nous n'éprouvons pas le besoin. En effet, si les impérialismes sont irréconciliables, ils seront appelés à former au moins

CHOSES D'ESPAGNE

LA CAMPAGNE DE DIFFAMATION SYSTEMATIQUE CONTRE LA C.N.T.

Ces jours derniers, à l'occasion des grèves d'Andalousie et de la découverte de quelques bombes, les journaux bourgeois ont raconté à leur clientèle les plus grôles que bâillères.

Il vaut la peine de transcrire ce que disait, à l'instar des seigneurs *L'Èvre*, de Paris, du 29 mai. Le voici :

« Le ministre de l'Intérieur sait savoir la vérité, il déclare qu'il avait découvert tout le plan d'un complot ourdi par la Confédération Nationale du Travail et qui devait éclater le 29 de ce mois.

« Les explosifs trouvés en Andalousie devaient faire sauter les réservoirs d'eau,

et faire sauter les ponts et couper les routes,

à la fois voies ferrées, tout un vaste plan de dévastation pour plonger les provinces en ruines dans la ruine.

« Les explosifs trouvés, plus de 1.500 engins ont été saisis. Tous les syndicats de la Confédération ont été fermés et de nombreux arrestations ont été opérées sur lesquelles la direction générale de la Sureté garde le silence. Le plus curieux est l'ordre très fortifiant donné par la Confédération Nationale du Travail à tous les journaux, représentée par trois de ses membres dans le gouvernement... »

Sauf une partie minuscule concernant la découverte de bombes, tout ce que dit *L'Èvre* est donc la seule source d'information, est le ministère de l'Intérieur, et archi-faux.

Examinons séparément les quatre points qui nous intéressent le plus — le grève d'Andalousie, l'ébranlement de la C.N.T., la découverte de bombes et le complot — et nous verrons ce qui reste de ce feuilleton terrifiant qui, à quelque détail près, est le même de tous les autres journaux.

LA GREVE GENERALE D'ANDALOUSIE

Pendant quelques jours, elle est restée circonscrite à la province de Séville, bien que menacée d'étendre, tout au moins pour les paysans, aux autres sept provinces de la région. Et, en effet, grâce à l'intransigance du gouvernement, elle est générale depuis le 30.

Cette grève n'est que la réponse à l'offensive à fond des socialistes au pouvoir contre la C.N.T. Elle était inévitable. C'est la première grande bataille de la C.N.T. contre l'imposition des Commissions mixtes. Accepter ces Commissions serait la mort certaine de la C.N.T. comme organisation révolutionnaire, car elles effacentraient la classe ouvrière et réduiraient au néant l'action directe des travailleurs, soit contre la bourgeoisie, soit contre l'Etat. Il s'agit d'un système bien pire que l'arbitrage obligatoire, parce que c'est toujours le gouvernement qui dit le dernier mot. Et les travailleurs de la C.N.T. qui n'ont jamais admis l'intervention de l'Etat dans les luttes des exploitants contre les exploiteurs, refusent de s'y soumettre, quoi qu'il advienne.

Les syndicats de la C.N.T. ont été remerciés seulement à Séville et Cordoue, jusqu'au 28 mai. A cette heure, ils le sont dans toute la région.

Dans le reste du pays, il y en a plusieurs douzaines qui le sont aussi, dans la Catalogne, le Nord et Andalousie, comme il y a quelques centaines de camarades emprisonnés, ou peu partout, mais l'organisation fonctionne presque normalement. A Séville, par exemple, les pyramides d'oranges rendent impossible la circulation. La pianteur est insupportable et, avec les hautes températures d'Andalousie à cette époque, la peste menace.

Bref, tout ce qui se passe aujourd'hui en Andalousie n'est que l'explosion de la bombe dont Casares Quiroga était porteur lorsque la police put découvrir quelques-uns de ces engins grâce à la circonstance que voilà à un aviateur de Montellano Jiménez, lui fut explosive une bombe dans les mains. Blessé très grièvement, il fut conduit à l'hôpital, et là, se joignant au milieu de souffrances atroces, il demandait qu'on le saigne, qu'on lui donne un calme. Mais les agents, accourus, en présence du médecin, l'insultèrent, le menacèrent de lui refuser tout soin, si préalablement il ne disait pas ce qu'il savait. Et alors Jiménez, vaincu par la douleur et avec 40 degrés de fièvre, fit quelques indications, qui furent la base de cette formidable découverte policière.

LE COMPLOT POUR LE 29 MAI

Ce fameux complot préparé pour le 29, des notes parues sur *Solidaridad Obrera* et *La Tierra* de Madrid. Il s'agit donc d'un complot magnifié au grand public et en plein jour. Et dire qu'il y a des gens qui prennent ces boutonnades des journaux bien pensants au sérieux !

Non, pas de complot. Pas même de grève générale. Il s'agissait tout simplement de la journée confédérée contre les déportations et autres mesures draconiennes du gouvernement au détriment de la C.N.T. et des institutions. Pour cette journée étaient annoncées plus de deux cents manifestations, et quelques centaines de manifestations. Il fut choisi un dimanche pour l'acte national de sympathie aux déportés et de protestation contre l'arbitraire gouvernemental, justement pour éviter que ce jour-là ne fût le caractère d'un mouvement gréviste.

Mais le gouvernement, pris de panique, dans chaque geste du prolétariat, le premier signal de la Révolution, suspendit tous les meetings et donna ordre aux préfets de faire sevrir impitoyablement la force publique contre toute tentative de manifestation. Cette mesure produisit indignation dans les milieux de la C.N.T.

Et alors la C.N.T., en exécution des accords du dernier Plénum de Madrid, et veillant à ce que la C.N.T. ne devienne un état de despote républicain, qui dépasserait les bornes, répondit par un manifeste à la provocation. Les usages de la révolution sont les caractéristiques d'un mouvement gréviste.

Le Ferrol est aujourd'hui une caserne immense. Et sa prison est comblée de travailleurs.

La Confédération Régionale de Galicia est prête à déclencher la grève générale pour solidaire aux camarades du Ferrol, au moment où ceux-ci le croiront nécessaire.

En somme, l'intention bien nette du gouvernement de soumettre, pendant la moisson, les travailleurs agricoles à des bases qui seront confectionnées par certaines Commissions techniques, bases qui ne peuvent répondre ni aux aspirations morales, ni aux aspirations économiques de nos camarades de ces régions.

D'autre part, les agents du gouvernement chargés de confectionner ces bases prouvent une ignorance absolue du problème agraire en Andalousie et Extrême-éture, puisqu'il s'agit d'établir des conditions applicables à toutes les provinces, sans tenir compte des coutumes et traditions de chaque village et des différentes façons de cultiver la terre, ni de la variété de caractéristiques.

Ainsi, dans la province de Séville, par exemple, il y a 12 communes, et chacune d'elles, administratives s'adaptent à un mode de culture distinct. Etant donné que chacune est soumise à des conditions géographiques différentes, comme, par exemple : les zones irriguées, les zones non irriguées, les zones montagneuses, les plaines, etc., et que chacune possède des coutumes et traditions qui représentent de grandes conquêtes d'ordre moral et économique pour les travailleurs, comment peut-on leur appliquer des conditions uniformes ?

Une telle prétention signifie que ces Commissions techniques, sous les ordres du gouvernement, veulent provoquer une lutte violente en imposant un contrat de travail qui est en contradiction avec les aspirations morales et économiques des travailleurs.

En tenant compte des divers aspects qui caractérisent chaque village et de leur technique professionnelle, les syndicats de la C.N.T. dans ces régions ont établi des bases de travail pour la moisson dans la province de Séville. Elles furent remises à la Patrouille le 5 courant, et seront présentées dans un bref délai aux patrons de Cordoue, Cadiz, Malaga, Jaen, Almeria et Huelva, en donnant un délai de huit jours pour leur étude et approbation.

Dans ces régions, nos organismes ont été mis dans l'obligation d'agir ainsi pour ne pas être forcés d'accepter les bases établies par les agents du gouvernement, qui, en plus de nuire aux intérêts de la classe ouvrière, visent à annuler par leur imposition les principes fondamentaux et la tactique d'action directe de la C.N.T.

Si ces bases étaient mises en vigueur, notre administration n'aurait plus aucun moyen d'agir. Partant de cela, nos camarades les repoussent d'une façon catégorique. Par ses impositions arbitraires, le gouvernement prétend mettre les travail-

leurs des champs d'Andalousie et d'Extrême-éture dans cette alternative : ou se soumettre ou entreprendre une lutte violente qui permette de justifier une nouvelle répression et mettre toute l'organisation de la C.N.T. dans ces régions hors la loi, comme il l'a déjà fait pour une partie de celle de la Catalogne. Voilà ce que l'ordre public, mais après le décret prohibitif, donner ce conseil n'aurait été ni sage, ni sérieux.

Le ministre de l'Intérieur a déclaré, avec son empêche habituel, que le 29 mai marqué l'échec définitif de la C.N.T. Mais malgré les formidables précautions prises nous ne les avions jamais vues pareilles, dans les champs importants et aussi dans de nombreuses petites villes, le prolétariat manifeste ses sentiments et sa pensée. A Valence, il y eut quatre morts et quelques blessés. A Madrid, les bagarres produisirent pas de victimes. A Barcelone, des manifestations eurent lieu dans tous les fabrourgs, dix fois dissoutes et dix fois refaites. Une de ces manifestations, au milieu de laquelle on voyait nombre de femmes, marcha vers La Rambla, qui est l'artère boréale de la ville. Un de nos camarades, monté sur la table d'une fleuriste, harangua la foule. Les gardiens d'assaut, n'étant peut-être pas sûrs de leur affaire, pendant un long moment, firent spectateurs, puis fit un meeting. Mais voyant que le rassemblement prenait des proportions inouïes et encouvertes par l'arrivée de renforts, voltigèrent le dissoudre à coup de pistolet. Les nôtres ripostèrent, mais il n'y eut pas de victimes. Un gardien blessé et c'est tout.

LA DECOUVERTE DES BOMBES

Le nombre des bombes trouvées par la police est multiplié au ministère de l'Intérieur. Les journaux parlent de 1.500 explosions. En réalité, la police n'en a trouvées qu'une centaine. Et encore cette découverte n'est pas due à la finesse de son odorat, mais au hasard. Les autres sont découverts aux endroits où elles les a fait placer.

Le gouvernement agite cette question comme un argument décisif contre la classe ouvrière d'Andalousie. Mais il a tout fait pour empêcher la moindre réaction. Au contraire, ces nouvelles fontes, malicieuses, ont été opérées sur lesquelles la direction générale de la Sureté garde le silence. Les deux dernières, très fortifiantes, ont été émises par la Confédération Nationale du Travail et qui devait éclater le 29 de ce mois.

« Si l'intransigence du gouvernement provoque la grève générale, les camarades d'Andalousie savent que la C.N.T. ne manquera pas à ses devoirs de solidarité sous toutes ses formes. »

LA GREVE GENERALE D'ANDALOUSIE

La découverte de bombes, tout ce que dit *L'Èvre* est donc la seule source d'information, est le ministère de l'Intérieur, et archi-faux.

Examinons séparément les quatre points qui nous intéressent le plus — le grève d'Andalousie, l'ébranlement de la C.N.T., la découverte de bombes et le complot — et nous verrons ce qui reste de ce feuilleton terrifiant qui, à quelque détail près, est le même de tous les autres journaux.

« Contre l'intrusion de l'Etat dans les conflits d'ordre économique, solutionnés toujours directement entre patrons et ouvriers.

« Voilà la vraie signification du 29 mai. »

LE LIBERTAIRE

Pleurons sur les maçons

Nous nous soucions trop des contingences pour faire ici ce que le Parquet appelle l'apologie du « crime de meurtre », ce délit n'étant licite que lorsque l'on assassine l'Homme du Deux Décembre à coup de prosopopées hugoliennes :

Tu peux tuer cet homme avec tranquillité.

Quand il s'agit de quelqu'un de personnage consulaire de maintenant ces tolérances poétiques ne sont plus de mise, et il est de bonne sagesse de s'en abstenir.

Un petit fait nous en apprendra plus long que tous les commentaires : vous avez pu lire dans les journaux qu'un camion qui s'était perdu, le jour de l'exécution de Doumer, une innocente approbation : « Il a tué l'homme du chômage, je vous dirai bien en ayant fait autant. »

Il s'est gratifié d'un an de prison, par les juges correctionnels. Pour une aussi puérile fantasmagorie, faite par un homme à qui la vie sociale a certainement tourné la tête au point qu'il ne sait plus combien il est dangereux d'expérimenter à ses dépens la fable du pot de terre contre le pot de fer, la mesure est un peu lourde. Le brûlant peut se consoler : à défaut de policiers pour protéger sa précieuse carcasse, il y a des juges à Paris, qui sauront faire respecter sa mémoire.

Nous sortons à peine de notre deuil national, les lavoris retrouvent leurs drapé crêpes, les journaux commencent à se taire sur Gorguloff, leurs plus accrédiés faussaires ne s'évertuent plus à nous montrer que ce blanc fondateur d'un parti vert était au fond un rouge, lorsqu'un antifasciste se serait introduit en Italie dans l'audacieux dessin d'atteindre la vie de Mussolini.

Le duc, plus heureux que Doumer-le-pleur, a dû à la vigilance des gardiens de ne pas tomber sous les coups d'un « abominable forcené ». Un basard progressif — les hasards sont toujours progressifs, comme les frères « chers » et les géographes « éminents » — lui a survécu. Il a été condamné à mort, mais il a été gracié par le juge qui instruisit l'affaire. L'affaire Sacco-Vanzetti que les bourgeois américains n'hésitent à imposer en dépit de la protestation universelle plus sensibles à leur farouche rancune de classe.

Le scandale des détentions syndicalistes Moonley et Billings, condamnés à la détention perpétuelle, ainsi que l'a relaté *Le Libertaire*, pour un attentat dont il est aujourd'hui prouvé et reconnu même par le juge qui instruisit l'affaire qu'ils y sont complètement étrangers, est une autre illustration.

La répression féroce qui s'abat sur les syndicats, les partisans de la moindre légalité, indépendance et autonomie, par laquelle les capitalistes américains réprimant tous les conflits sociaux, sont la partie de faits atroces, éloignés de la sauvegarde de la bourgeoisie yankee. Sa violence, qui rappelle les liens ancestraux, sa cruauté avec les Gangsters d'autrefois, Ananias et autres coupe-jarrets évadés des pénitenciers et des Cours des Miracles d'Europe, pourraient être comparées à l'aventure dans le nouveau-monde.

Cet orgueil de classe qui anime si fortement la bourgeoisie américaine vis-à-vis de ceux qui lui paraissent intérieurs, nous manifeste, avons-nous dit, sous différents aspects, parmi lesquels il en est à faire partager par une partie des éléments qui s'apparentent aux Etats-Unis, à la classe ouvrière. Et, de ce fait, les noirs qui constituent en Amérique une espèce de Lumpen prolétariat sont particulièrement méprisés et en sont les habituées victimes.

Une affaire très caractéristique est celle des neuf nègres de Scottsborough condamnés à mort, malgré les invraisemblances de l'accusation. Il convient de rappeler les faits qui sont très éloquents pour eux-mêmes :

Le 25 mars de l'année dernière, un train de marchandises dans lequel étaient échappés des blancs et des noirs qui cherchaient de l'ouvrage partit pour Memphis. En cours de route, les blancs essayèrent d'expulser leurs compagnons noirs et perdirent la bataille ; aussi, quand le train arriva à Stevenson, les blancs, vaincus, téléphonèrent pour se plaindre des nègres qui leur avaient résisté. A la station suivante, le train fut arrêté et fouillé par une bande d'hommes armés, qui découvrit, dans différentes voitures, des groupes de jeunes nègres — neuf en tout.

Après de violentes menaces, le shérif d'Endroit l'envoya dans l'ouvrage partant pour Memphis. En cours de route, il fut assassiné par un des hommes blancs qui étaient venus avec lui pour détruire l'acte précédent.

C'est à ce moment qu'on ne l'avait pas assassiné depuis longtemps, et qu'un petit attentat manqué ne serait pas si mauvais pour sa gloire, vu que c'est très bien porté en ce moment, où des têtes vaillantes de Paris jusqu'au Japon, il aurait été donné un sacrifice en éfigie. Or, il se confirme que la chose n'était pas du tout un petit scénario, monté par Benito troublé dans sa mégalomanie par les lauriers posthumes de Doumer. Se déroulaient, en effet, à ce moment, un assassinat par un agent du FBI, et il n'y a pas de quoi se fier. Nous devons déplorer sincèrement alors, qu'il nous ait été donné l'occasion de verser quelques pleurs sur les maçons, vous savez, les maçons qui tombent des ponts... et, enfin, de faire une victoire éclatante.

Le sort, ingrat, pour l'instant ménagé bien quelque jour à Mussolini, une éclatante confirmation de ses dires de naguère. Et nous tentons de succès achève sa trop brillante carrière.

En 1912, le jeune Benito tout frais débarqué de sa province de Forlì, se distingua au Congrès de Reggio Emilia, par la violence avec laquelle il s'acharna contre le socialiste ministérielle Bissolati, complice d'Endroit, et qui mourut dans les bras d'Endroit.

C'est à ce moment qu'on vit pour la première fois que Endroit n'était pas pour rien dans l'assassinat de Mussolini. Il fut assassiné par un agent du FBI, et on s'aperçut alors que l'assassinat fut effectué par un autre agent du FBI, et que les deux agents étaient amis.

On demande aux nègres : « Avez-vous voyagé avec ces femmes blanches ? » Et certains proposent le lynchage immédiat.

Les deux femmes étaient des ouvrières des moulins qui cherchaient, dans la prostitution, un supplément aux quatre

LA JUSTICE EN AMÉRIQUE

L'affaire de Scottsborough

L'Amérique, pays des dollars et des gangsters, apparaît chaque fois davantage comme un pays de réactionnaire et d'anticonformisme. Ses élections atteignent une acuité, et la lutte qui en découlent une extrême, qui se traduit et se manifeste sous mille formes différentes.

Le vendredi 6 avril 1931, ils passaient en jugement ; au cours de plusieurs procès, ces nègres, de véritables enfants, dont l'aîné avait vingt ans et le plus jeune treize, furent condamnés impitoyablement.

En quarante-huit heures, les quatre procès étaient achevés ; le dernier n'ayant duré que vingt-deux minutes, et il était achevé sans conclusion les juges ayant pu se décider si Roy Wright, parmi les plus jeunes des accusés (14 ans), serait condamné à mort ou non.

Le jury, parmi les plus jeunes, avait déclaré que l'aîné avait été condamné à mort pour un délit de rébellion, et que l'autre devait être libéré.

La mort pour sept des accusés, et l'exécution fixée au 13 mai dernier. Finalement, la Cour Suprême de Washington, s'étant saisie de l'affaire, l'exécution fut ajournée jusqu'à ce qu'elle rende son arrêt.

Il y a un mois, cette Cour cassait le jugement et ordonna la révision du procès.

Sans aucun doute, ce premier résultat est le fruit des efforts tenus dans tous les pays pour arrêter les jeunes condamnés à la chaise électrique. Mais il sera dangereux de croire qu'ils sont définitivement sauvés et de diminuer l'action entreprise en leur faveur.

<p

Tribune syndicale

En suivant les Congrès d'industries

L'UNITÉ SYNDICALE EN MARCHE

Nous sommes en pleine période des Congrès. Successivement toutes les industries tiennent leurs assises nationales, et à en juger par le caractère de leurs débats, par l'importance des questions fixées à l'ordre du jour, par la nature des interventions qui y sont faites, on sent l'opinion ouvrière vivement préoccupée par l'inextricable situation actuelle et très inquiète du lendemain.

Le Bâtiment a ouvert la série, suivi par les P. T. T., plusieurs catégories de fonctionnaires, les Cheminots, les Ports et Docks, etc. De toutes ces assemblées, qu'elles soient confédérées, unitaires ou autonomes, on peut ne faire qu'un seul et même comité rendu et cristalliser leurs préoccupations dominantes sur deux points : crise et salaires, unité syndicale.

On voudrait bien ne pas s'attarder, quand on a la prétention de traiter un sujet d'une façon générale, sur certaines données de rapports moraux, sur des croissances d'effectifs et d'influence que des responsables sont heureux de présenter lorsqu'ils le peuvent ; mais il est un fait, extrêmement caractéristique et qui corrobore certaines de nos affirmations passées, c'est que la C. G. T. regagne, en puissance de nombre et par déduction logique en puissance morale, le terrain qu'elle avait perdu depuis la désastre.

Des esprits, toujours bien avisés et surtout très intéressés, peuvent toujours bien ergoter sur les raisons et la nature de cette constatation, mais elle est là, irréfutable, implacable.

Il n'est pas un rapport moral d'une organisation confédérée qui ne porte en exergue cette remarque de son activité passée et ses espoirs en la matière pour le futur. Dire que ces résultats sont la conséquence directe de leur action serait sans nul doute exagéré, pour ne pas dire erroné. Deux éléments, deux facteurs, à mon sens essentiels, sont à l'origine de ce mouvement : l'exhumation de l'idée d'unité et la sottise criminelle des dirigeants unitaires.

Nous affirmons il y a quelques mois, après la dissolution du « Comité des 22 » et l'enterrement du « Cri du Peuple », que l'idée d'unité était forte, qu'elle ferait désormais son chemin. Et c'est à croire, en se rapportant aux progrès numériques des organisations confédérées que le coup de barre antijuillet de Magic-City n'a fait que stimuler le désir d'unité que nous avions eu tant de peine à raviver.

Maintenant le sort en est jeté, l'unité ne se réalisera que dans les rangs de la vieille C. G. T. Elle se réalise d'ailleurs tous les jours : dans l'Enseignement, chez les Cheminots, dans les transports et même dans les groupements de l'industrie privée.

Impressions de Congrès

Les 10 et 11 juin, la Fédération des Ports, Docks, Transports et Marine fluviale organisait, à Paris, un Congrès extraordinaire pour nommer un secrétaire fédéral en remplacement du Vignaud, décedé à la suite d'une longue et douloureuse maladie contractée en septembre 1931, au Congrès fédéral.

Depuis dix ans, les dockers brestois avaient quitté la Fédération et étaient autonomes, n'appartenant à aucune centrale ; ils s'étaient réfugiés dans l'autonomie avec l'intention non pas de constituer une 3^e Centrale Syndicale, mais de tenter de réaliser l'unité par la base. A la suite du lock-out de 1929 qui dura soixante jours, ils reconnaissent que quelque ayant été matériellement assistés et par les unitaires et par les confédérés, cela ne suffisait pas pour faire déclarer la victoire, l'auto-gouvernement plus puissant et plus effectif avait fait défaut tant d'un côté que de l'autre, et pourtant c'était une question de principe qui était la cause du conflit, cette question intéressait tous les dockers sans exception et c'est pourquoi nous avons résisté pendant plus de deux mois.

Au mois de mars 1932, les Communistes, assez manœuvrants, tentèrent de s'emparer du Syndicat, non pas qu'ils tentaient à faire obtenir aux dockers des améliorations matérielles ou morales, c'était le moindre de leur souci, mais la caisse était assez forte et, la foire électorale approchant, ils auraient été heureux d'avoir ces 4,500 fr. pour éditer tracts et affiches ; ils se cassèrent le nez et comme conséquence, ils furent la cause initiale de la rentrée des dockers brestois à la vieille Fédération des Ports et Dockers.

Je fus désigné pour aller à ce congrès et, malgré mon état de santé, j'allais à Paris.

Je m'attendais à une réception assez froide tout au moins réservée de la part des congressistes, et je fus surpris de l'accueil aimable que je reçus de tous les délégués.

A l'ouverture du Congrès, 28 syndicats se représentaient pour 39 délégués, et pour montrer le réel soutien d'unité de la Fédération, le camarade Filliol, au nom de la C. E. Fédérale, me propose comme assesseur, ce qui est accepté à l'unanimité.

Le Congrès, la discussion fut sérieuse et courtoise, tous les camarades présents comprirent la situation critique de la Fédération surtout au point de vue financier recherchant les moyens les plus pratiques pour redonner la vigueur d'antan. On sent chez les délégués un besoin d'agir immédiatement et d'organiser solidement les syndicats existants et de tâcher de rallier à eux tous ceux qui sont encore en dehors, car ils savent que le patronat attend le moment propice pour nous tomber dessus.

Toutes les lois sociales furent discutées : Accidents du travail, Assurances sociales, allocations familiales, congés payés ; ainsi que la semaine de huit heures, la carte professionnelle ; en général, tous les délégués étaient d'accord sur toutes les questions normes pour la carte professionnelle. Toutes les résolutions furent votées à l'unanimité, moins celle de la carte professionnelle où le délégué de Brest, qui avait un mandat ferme de voter contre, s'abstint après les explications des délégués de Marseille et Bordeaux.

La C. E. avait au lendemain de la

tenant, est de savoir si l'unité sera remise aux calendres ou sera réalisée dans les années prochaines. Les fusions partielles n'ont pas rassasié les membres dissidents du syndicalisme. Il existe encore quatre variétés d'organisations syndicales, et bien des cas elles sont évidemment rivales. Nous avons dans la Vienne, où les ouvriers furent battus par la division, avec un seul syndicat des textiles, nous n'aurions certainement pas assisté à une nouvelle humiliation.

La crise économique en se développant a entraîné un certain déclin de la confédération, mais sans doute assez lent et sporadique, mais non moins sûr, se réalise dans une période et dans des circonstances qui devraient au contraire confirmer les prévisions des chefs communistes de la C. G. T. U.

Ils avaient prédit une crise. Elle est là !

Depuis dix ans, ils parlent de dangers de guerre. Jamais ils n'étaient apparus aussi flagrants !

Ils misaient, et ils le font encore, sur un état de paupérisation des couches ouvrières. Jamais la misère n'a été aussi grande !

Ils se démentent comme des diables pour mettre en lumière la justesse de leurs prévisions ; ils déplacent une énergie farouche pour organiser les chômeurs ; leurs attaques contre les réformistes ont plus violentes que jamais. Résultat : leur influence est en régres- sion rythmée à la croissance de celle des confédérées.

Cette constatation est à un tel point sensible qu'ils n'osent même plus la contester, et quand on connaît les capacités en matière d'hypocrisie et de bluff, on a la mesure de l'étendue du désastre.

Il ne pouvait pas en être autrement. Quand pendant dix années on a réclamé l'unité syndicale sur tous les tons et tous les modes et qu'un beau jour, quand on est au pied du mur, on se récuse avec des arguments aussi pitoyables que ceux de Magic-City, il est impossible qu'une réaction logique ne se produise pas, et contre les arguments et contre ceux qui les formulent.

Les communistes, ou soi-disant tels, nous ont accusé et nous accusent toujours de mépriser le prolétariat, eux qui l'ont mystifiée aussi grossièrement sur la question de l'unité ne se doutaient pas, il y a seulement deux ou trois ans, qu'ils paieraient si cher la rançon de leur imposture.

Le pôle d'attraction s'est déplacé, et le mouvement ne peut qu'aller en s'accentuant. Il s'accélérera d'autant plus que la condition économique du prolétariat ne peut que s'aggraver et que, les conséquences les plus immédiates sont sensibles et les plus heureuses des fusions opérées font sentir leurs effets.

Si on y ajoute à cela la menace non déguisée de diminution de traitements qui pèse sur les fonctionnaires, les tentatives de même nature, et malheureusement si souvent couronnées de succès, pour les travailleurs de toutes les industries, on ne peut que souhaiter que cela se fasse le plus pleinement que possible et vite.

J. DE GROOTE.

mort de Vignaud, désigné le camarade Loriot, de Bordeaux, pour assurer le secrétariat ; le Congrès, à l'unanimité, ratifia son choix. C'est un jeune, plein de volonté ; espérons qu'il sera du boulot et que, lors du prochain Congrès fédéral, aidé par tous les militants des ports, il aura réussi à réaliser l'unité qu'il a misé.

Il demande à tous les législateurs qu'il soit possible qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils consentent à ce qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.

Il demande à tous les législateurs qu'ils acceptent de réagir contre les exigences qui sont dans la loi.